

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/13
10 novembre 2001

(01-5592)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais/
français

CANADA

Déclaration de l'honorable Pierre S. Pettigrew Ministre du commerce international

C'est un honneur pour moi de me trouver à Doha pour représenter le Canada au moment où nous nous efforçons de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales internationales.

Je suis heureux d'adresser les félicitations du Canada à l'hôte de cette Conférence ministérielle, le Qatar. Vous avez déployé des efforts exceptionnels pour surmonter les obstacles posés par les circonstances actuelles. Au nom de la délégation du Canada, je vous en remercie.

L'Organisation mondiale du commerce se trouve à un moment crucial. Même si nous avons été témoins d'une croissance économique extraordinaire depuis Marrakech, le ralentissement actuel montre que nous ne pouvons pas rester là les bras croisés. Le contexte actuel met en lumière l'importance que revêt la libéralisation du commerce pour la croissance économique. L'OMC joue de toute évidence un rôle essentiel dans le maintien de la confiance dans nos institutions économiques mondiales.

LANCER UN NOUVEAU CYCLE POUR PROMOUVOIR LA CROISSANCE

De l'avis du Canada, ce rôle exige que nous renforçons nos règles et libéralisons davantage le commerce pour jeter des bases solides qui favoriseront la croissance dans l'avenir.

Certaines personnes - à la fois dans cet édifice et ailleurs, dans nos collectivités respectives - se demandent pourquoi nous tentons de lancer un nouveau cycle. En fait, j'ai entendu certaines personnes ici présentes se demander si une plus grande libéralisation constituait le meilleur moyen d'améliorer l'économie et la vie des citoyens de nos pays.

Je crois que la réponse est claire. On la trouve dans l'accumulation de preuves qui montrent clairement que la croissance économique et la prospérité sont le fait d'un système commercial solide. Le commerce est l'élément central autour duquel s'articule le développement économique - les liens sont incontestables.

Mais le commerce n'est pas qu'une question d'économie. Il sous-tend la majeure partie des progrès effectués vers les objectifs politiques et sociaux mondiaux. Tous les Membres de l'OMC veulent assurer stabilité et prospérité à leur population. Le lancement d'un nouveau cycle nous aidera à atteindre ces objectifs en offrant des avantages et des possibilités à tous les pays Membres.

COHÉRENCE

Dans l'intervalle, il nous faut avoir des attentes réalistes. La décision de lancer des négociations élargies n'est qu'une partie de la solution qui permettra d'améliorer la qualité de vie de la

population. L'accroissement de notre prospérité collective est un objectif raisonnable, mais l'OMC ne peut résoudre par elle-même tous les maux de la terre.

Le travail que nous entreprenons dans cette Organisation doit s'inscrire dans une perspective plus vaste. Cela signifie relever les défis de la mondialisation, veiller à ce que les politiques et pratiques internationales soient non seulement cohérentes, mais aussi complémentaires, et discuter de la dynamique qui existe entre le commerce et les autres aspects de nos vies.

À cette fin, le Canada juge essentiel d'assurer la cohérence des nombreuses organisations internationales et la coordination de leurs activités. L'OMC devrait continuer à renforcer ses liens avec ces organisations pour que ses travaux conservent leur pertinence face à l'ensemble de nos priorités. À cet égard, j'estime qu'il est particulièrement malheureux que les Membres n'aient pu arriver à s'entendre sur le besoin de faire en sorte que l'OMC œuvre avec l'Organisation mondiale du travail pour promouvoir les normes fondamentales du travail.

OBJECTIFS DU CANADA

Je voudrais maintenant aborder quelques-unes des questions dont nous discuterons durant cette Conférence. Les objectifs du Canada à l'OMC reflètent ceux de nos citoyens et sont l'aboutissement de vastes consultations auprès d'individus et groupes représentant la société canadienne.

Pour le Canada, il est essentiel d'arriver à un dénouement positif dans le domaine de l'agriculture. Un programme de négociations élargi nous permet d'espérer que nous obtiendrons des réformes plus importantes dans le domaine de l'agriculture au profit de nos agriculteurs, exportateurs et consommateurs.

Je partage l'inquiétude de mes homologues des pays en développement à propos de l'équité du système commercial dans le domaine de l'agriculture. Le Canada cherche à faire des progrès *réels* en vue d'équilibrer la situation à l'échelle internationale en renforçant davantage les règles multilatérales qui régissent le commerce des produits agricoles, en éliminant les subventions qui faussent les échanges et en accroissant considérablement l'accès aux marchés.

Un nouveau cycle de négociations permettrait des gains importants dans d'autres domaines stratégiques, comme les services et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, et nous aiderait tous à retirer le plus d'avantages possibles de l'économie mondiale moderne.

Nous estimons qu'avec un programme de négociations élargi, nous réussirons à créer un contexte favorable à la réciprocité, en plus de permettre aux Membres de poursuivre pleinement leurs objectifs respectifs.

UN CYCLE DE CROISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT

Faisant partie des plus grandes nations commerçantes, le Canada comprend les avantages du commerce international. Un système commercial multilatéral solide et ouvert peut stimuler l'économie, favoriser l'innovation, réduire les coûts pour les consommateurs et les entreprises et créer des emplois.

Je crois fermement que nous devons faire en sorte que la libéralisation du commerce maximise les avantages pour les Membres en développement et moins avancés. Le Canada appuie vigoureusement le volet "croissance et développement" de ces négociations. Il y a encore quelques pays - et certaines personnes - qui se sentent exclus, qui ont l'impression de ne pas avoir retiré d'avantages. Et, même si des gains ont été faits, le niveau de la pauvreté demeure encore si élevé qu'il en est alarmant.

Devant cette situation, la complaisance n'a pas de place. Tous les Membres de l'OMC doivent faire leur part. L'accroissement de l'accès aux marchés et de l'aide technique pour les pays les moins avancés doit être l'une des priorités d'un nouveau cycle.

Il y a bien des leçons à tirer de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, et je n'ai pas été sourd aux préoccupations des Membres en développement. Nous avons fait beaucoup de progrès dans des dossiers comme la mise en œuvre et l'accès aux marchés pour les Membres en développement.

Toutefois, ce n'est que par l'intermédiaire de négociations élargies que nous pourrons résoudre les questions non réglées et que les Membres en développement atteindront les objectifs qui leur tiennent à cœur.

TRANSPARENCE

Après avoir abordé quelques-uns des éléments qui, à mon avis, devraient être examinés au cours de cette Conférence, je voudrais, pour conclure, dire quelques mots sur notre méthode de travail.

Depuis Seattle, nous avons fait des progrès pour faire de l'OMC une organisation plus ouverte et inclusive. Toutefois, il reste encore des obstacles à surmonter.

Nos efforts pour assurer la transparence interne ont donné lieu à un processus de décision très inclusif. Je crois que la structure de cette Conférence ministérielle illustre bien cet accomplissement.

Mais nous pouvons faire davantage pour démystifier nos processus et nos objectifs. Je crois qu'une plus grande ouverture de l'OMC - qui peut être atteinte de différentes manières, notamment par un accord pour rendre publiques les ébauches des textes de négociation - aidera le public à mieux comprendre l'OMC, les avantages du commerce et l'importance de règles claires et équitables régissant les échanges commerciaux entre les pays.

Je crois aussi que les Membres et le système de l'OMC profiteront des avis donnés par des gens mieux informés dans le monde entier. Nous devons continuer à écouter leurs idées et à les inviter à nous faire part de leurs observations afin de rendre cette Organisation encore plus représentative.
